

1^{er} semestre 2026

Cette newsletter est diffusée par le pS-Eau au sein du « Réseau Maroc ». Ce réseau s'adresse aux acteurs franco-marocains de la coopération décentralisée et non gouvernementale, impliqués dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des ressources en eau. Centrée sur ces thématiques, cette lettre partage des actualités sur les projets décentralisés et non gouvernementaux, sur les coopérations bilatérales, ainsi que sur l'actualité du secteur au Maroc.

ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE FRANCO-MAROCAINE SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FINANCEMENTS

FONDS CONJOINT FRANCO-MAROCAIN 2026–2028 : APPEL A PROJETS OUVERT

La seconde tranche de l'appel à projets du Fonds conjoint franco-marocain de coopération décentralisée (2026–2028) est désormais ouverte. Elle s'adresse aux collectivités territoriales françaises et marocaines souhaitant développer des partenariats communs. Les candidatures doivent être déposées en ligne avant le 30 septembre 2026.

Cet appel à projets s'articule autour de neuf priorités définies conjointement par les deux pays.

Parmi ces thématiques, figure la gestion durable des ressources en eau et la lutte contre le stress hydrique, aux côtés des enjeux de résilience face au changement climatique et de prévention des risques naturels. Cette thématique s'inscrit dans une logique d'adaptation des territoires et d'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

Les dossiers de candidature sont à déposer en ligne sur le site [Démarche numérique](#).

Le règlement et l'ensemble des documents de candidature sont disponibles sur le site de [France Diplomatie](#).

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 30 septembre 2026.

Damien Brintet, MEAE-DCTCIV : damien.brintet@diplomatie.gouv.fr

Delphine Dufoix, Ambassade de France au Maroc : delphine.dufoix@diplomatie.gouv.fr

Pour en savoir plus : <https://www.diplomatie.gouv.fr/files/files/reglement-fonds-conjoint-2026-2028-2eme-tranche-final-002.pdf>

APPEL À PROJETS EAU & ASSAINISSEMENT 2026 – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Pour la 3^e année, la Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, lance un appel à projets destiné aux associations de solidarité internationale de son territoire, afin de financer des initiatives en faveur de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion durable de la ressource en eau.

Les projets menés au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal, en Palestine et à Madagascar — territoires de coopération de la Métropole — bénéficieront d'une bonification lors de l'évaluation.

Les candidatures sont acceptées jusqu'au 8 septembre 2026 à minuit.

Pour en savoir plus :

- Règlement de l'appel à projets : [lien](#)
- Dépôt des candidatures : [lien](#)
- Contact : Anne-Louise Knapnougel : anne-louise.knapnougel@montpellier.fr

Il existe d'autres appels à projets portés par des collectivités territoriales françaises, souvent cofinancés par les agences de l'eau, qui ne ciblent pas spécifiquement le Maroc mais sont ouverts à des projets concernant ce pays. Contactez le pS-Eau pour en savoir plus !

ACTUALITÉS DES PROJETS EN COURS

Retrouvez des articles sur d'autres coopérations, événements décentralisés et projets associatifs en cours dans les précédentes newsletters, en particulier de Montpellier Méditerranée Métropole, Chambéry Métropole et La Goutte d'Ô ([newsletter année 2025](#))

PERSPECTIVE DE PROJET EAU ASSAINISSEMENT HYGIENE DANS LE CADRE D'UNE NOUVELLE COOPÉRATION ENTRE LA MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE ET LE CONSEIL PROVINCIAL DE JÉRADA

Au Maroc, la province de Jérada fait partie de la région de l'Oriental. Elle compte environ 103 000 habitants, dont 60 % vivent en milieu urbain et 40 % en milieu rural, répartis sur 14 communes. La province de Jérada fait face à des défis structurels importants en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), qui affectent directement la qualité de vie de ses habitants.

Dans un contexte marqué par la raréfaction des ressources en eau, la pression croissante sur les milieux naturels et les effets du changement climatique, le Conseil provincial de Jérada (Maroc), la Métropole Rouen Normandie (France) et HAMAP-Humanitaire (ONG française) se sont engagés, par la signature d'une convention, à mettre en œuvre un programme visant à améliorer les infrastructures et à favoriser une gestion intégrée, participative et durable des services d'assainissement dans la province de Jérada.

Ce programme s'inscrit dans une dynamique de développement durable, en cohérence avec les politiques nationales marocaines et les priorités des collectivités partenaires. En combinant des travaux d'assainissement, un appui à la gouvernance locale et une démarche de participation communautaire, le projet entend contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants et au renforcement de la résilience environnementale du territoire.

COOPÉRATION NICE METROPOLE/FES : UN JARDIN PILOTE POUR EXPERIMENTER DES SOLUTIONS DE RESILIENCE HYDRIQUE

Face aux défis du changement climatique et de la raréfaction de l'eau, la Métropole Nice Côte d'Azur et la Ville de Fès ont lancé en 2026 un projet de coopération visant à renforcer la résilience des espaces verts urbains. Prévu jusqu'en 2027, ce programme comprend la création d'un jardin pilote à Fès pour expérimenter des solutions innovantes d'économie d'eau et d'adaptation au changement climatique. Il permettra également à la Métropole Nice Côte d'Azur d'enrichir son expertise grâce aux échanges avec la Ville de Fès sur les espèces végétales résistantes à la sécheresse et adaptées aux évolutions climatiques.

Un démonstrateur pour une gestion durable de l'eau

Inscrit dans les priorités du Plan d'Action Climat de la Ville de Fès, le projet repose sur la création d'un jardin pilote conçu comme un espace d'expérimentation et de sensibilisation. Celui-ci intégrera notamment des dispositifs de récupération des eaux pluviales et des solutions de réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des espaces verts.

Le projet permettra également d'évaluer l'adaptation de différentes essences végétales aux conditions climatiques futures, dans une logique de réduction des consommations en eau et de renforcement de la résilience des espaces publics.

Ouvert aux habitants, cet aménagement contribuera également à améliorer le confort thermique urbain et à offrir un lieu de détente et de convivialité dans un contexte marqué par la multiplication des épisodes de chaleur extrême.

Une coopération mobilisant des expertises complémentaires

Doté d'un budget global de 80 000 euros, cofinancé par le Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères, le ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc, la Ville de Fès et la Métropole Nice Côte d'Azur, le projet s'appuie sur un partenariat associant plusieurs acteurs spécialisés de l'eau et de l'aménagement urbain.

- En France : L' Office international de l'eau/ SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau)
- Au Maroc : La Société Régionale Multi-Services (SRM), l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou (ABHS), l'École Nationale d'Architecture de Fès

Les échanges techniques porteront notamment sur :

- Les cadres réglementaires applicables à la réutilisation des eaux usées traitées ;
- Les techniques d'économie et de gestion durable de l'eau ;
- Le choix d'espèces végétales adaptées aux conditions de sécheresse ;
- La conception d'espaces verts favorisant le rafraîchissement urbain.

Des échanges de terrain entre collectivités

La ville de Nice a déjà accueilli des élues de la Ville de Fès ainsi que le directeur des services techniques. Accompagnés par un élu de la Métropole Nice Côte d'Azur et des représentants du SEMIDE, les participants ont découvert plusieurs réalisations emblématiques du territoire : la station d'épuration Haliotis, la Promenade du Paillon et le Jardin botanique de Nice.



Ces visites ont permis de partager des retours d'expérience concrets sur la gestion de l'eau, la valorisation des eaux usées traitées et l'intégration de la nature dans la ville.

Une démarche reproductible à l'échelle méditerranéenne

Premier projet structuré de coopération entre Nice Côte d'Azur et Fès, cette initiative vise à renforcer les capacités techniques des collectivités partenaires tout en produisant des enseignements transférables à d'autres territoires méditerranéens confrontés aux mêmes enjeux de raréfaction de la ressource en eau et d'adaptation climatique.

INAUGURATIONS DES PROJETS D'EXPERTS SOLIDAIRES DANS LA VALLÉE DE L'ARGHEN (SOUSS-MASSA)

Le 2 juin 2026, un réseau d'alimentation en eau potable a été mis en service dans 22 villages des communes de Nihit et d'Imin Tayert, dans la vallée de l'Arghen, permettant de desservir environ 2 600 habitants. Situés dans une zone montagneuse caractérisée par un habitat dispersé et fortement contrainte par la raréfaction de la ressource en eau, ces douars ruraux isolés dépendaient auparavant de sources locales limitées et irrégulières.

Un second réseau a également été mis en service dans la commune d'Arazane, au niveau du douar de Maout, permettant l'alimentation en eau potable de plusieurs villages supplémentaires de la vallée. Il contribue au renforcement de la desserte en eau potable et à la stabilisation des populations locales. Il soutient également le développement d'activités économiques, notamment dans le domaine du tourisme rural.

Pilotés par l'association Experts-Solidaires, ces projets ont été réalisés dans le cadre d'un partenariat avec le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF), la commune de Marseillan, Sète Agglopôle Méditerranée, l'intercommunalité de la vallée de l'Arghen, le service de l'eau de Taroudant et la Région Souss-Massa.

Parallèlement, Experts-Solidaires pilote un nouveau projet d'approvisionnement en eau dans le douar de Jorf Sud, dans la commune d'Arazane, province de Taroudant. Les partenaires techniques et financiers de ce projet, dont le montant prévisionnel s'élève à 330 000 euros, sont le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF), l'intercommunalité de la vallée de l'Arghen et le service de l'eau de la province de Taroudant.

SEMINAIRE DE CLOTURE DU PROJET CLE EN MAIN OCCITANIE MAROC PALESTINE

Le projet Partenariats renforcés pour la gestion durable de la ressource en eau connecte les coopérations décentralisées entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'intercommunalité de la vallée de l'Arghen, la région Occitanie et la région de Casablanca-Settat, le département de l'Aude et la commune de Jalboun (Palestine), et implique également les gouvernorats de Tubas et Hébron – commune de Kharas (Palestine). Ce projet permet des échanges d'expériences entre ces différents acteurs autour de questions de gestion des ressources en eau et de développement des services d'eau et d'assainissement, avec l'appui d'Occitanie Coopération et d'Experts-Solidaires.

Ce projet est financé par le dispositif Clé en main du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.



Lors du séminaire de clôture organisé à Casablanca du 22 au 26 juin, des ateliers d'échanges ont permis de débattre des expériences et problématiques croisées en Palestine, au Maroc et en France, sur les questions de transferts interrégionaux d'eau, de résilience face aux sécheresses et de réutilisation des eaux usées traitées (atelier animé par le pS-Eau). Des interventions d'institutionnels français et marocains ont éclairé les enjeux clés du secteur de l'eau au Maroc et de la coopération franco-marocaine sur cette thématique. Les échanges se sont poursuivis dans la semaine par des visites de terrain.

Les échanges techniques se poursuivent entre les partenaires, sous la forme de webinaires thématiques.

FONDS DE SOLIDARITE MAROC : UNE MISSION DE TERRAIN A OUNEINE

À la suite du séisme survenu dans le sud du Maroc, Cités Unies France (CUF) a lancé, fin 2023, un fonds de solidarité ayant permis de mobiliser 520 000 euros grâce à la participation de 72 collectivités françaises.

Une délégation de Cités Unies France, de la Région Centre-Val de Loire et du Département de l'Aude s'est rendue à Ouneine le 20 juin dernier afin de visiter les projets mis en œuvre dans ce cadre par l'association marocaine Targa-Aide, parmi lesquels la réhabilitation des systèmes d'irrigation traditionnels ainsi que la reconstruction et l'extension d'un réseau d'assainissement.

Pour en savoir plus : <https://cites-unies-france.org/Fonds-de-solidarite-Maroc-mission-de-terrain-a-Ouneine-le-20-juin-2026>

ÉVÉNEMENTS

CONGRÈS MONDIAL DE CGLU À TANGER - 22 AU 26 JUIN 2026

Du 22 au 26 juin 2026, la ville de Tanger a accueilli le Congrès mondial des dirigeants locaux et régionaux de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Le Congrès mondial de CGLU est le principal rendez-vous international des collectivités locales, organisé tous les trois ans.

Plus de 1 200 représentants de villes, de régions et d'associations nationales de collectivités venus du monde entier s'y sont réunis pour définir les orientations du mouvement municipal mondial pour les années à venir.

Dans le cadre du thème retenu comme fil rouge du Congrès, « Une nouvelle génération de services publics locaux universels », les enjeux liés à l'eau et au changement climatique ont occupé une place centrale. Le Congrès a réaffirmé le rôle clé des collectivités territoriales dans la construction de territoires plus résilients, à travers une gouvernance intégrée de l'eau, le développement de solutions innovantes et une meilleure valorisation des ressources disponibles.

4^e ASSISES FRANCO-MAROCAINES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE, LES 1^{ER} ET 2 DÉCEMBRE 2026 À TOURS

Les 4^e Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine se tiendront les 1^{er} et 2 décembre 2026 à Tours, accueillies par la Région Centre-Val de Loire. Cet événement marquera une nouvelle étape du partenariat entre les collectivités françaises et marocaines, dix ans après l'édition de Marrakech en 2016. Le thème retenu porte sur : « La coopération décentralisée franco-marocaine au service d'un développement territorial résilient et des transitions ».

Le mardi 1^{er} décembre sera consacré à l'ouverture officielle des Assises, à deux tables rondes en séance plénière et à deux ateliers. La journée se conclura par un dîner de gala réunissant les participants. Le mercredi 2 décembre, deux ateliers supplémentaires seront organisés, suivis de la restitution des travaux et de la clôture des Assises. Des visites de terrain viendront compléter le programme.

Les thématiques de l'eau, de l'assainissement, ainsi que de la gestion et de la protection des ressources en eau, seront abordées lors des ateliers.

Un appel à manifestation d'intérêt a été diffusé afin de permettre aux acteurs intéressés de contribuer aux ateliers et d'enrichir les échanges entre élus et techniciens des deux rives.

ATELIER EAU / MAGHREB / RURALITÉ AUX RAICT – 9 JUILLET 2026

À l'occasion des Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales (RAICT), organisées annuellement par Cités Unies France, le pS-Eau a co-organisé et animé, le 9 juillet, un atelier portant sur le développement des services essentiels d'eau et d'assainissement dans les territoires ruraux au Maghreb.

Après une introduction de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, la Métropole de Montpellier, le Département d'Ille-et-Vilaine et le Département de l'Aude ont partagé leurs expériences de coopération décentralisée au Maroc et en Tunisie.

Pour en savoir plus : [site du pS-Eau](#)

ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

PROGRAMME D'APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU DU MAROC PAR L'UNION EUROPÉENNE, L'ALLEMAGNE, L'ITALIE ET LA FRANCE

Le 2 juin 2026 à Rabat, le ministère marocain de l'Équipement et de l'Eau, l'Union européenne, l'Allemagne, la France et l'Italie ont lancé un programme d'appui à la politique nationale de l'eau, doté de 3,7 milliards de dirhams (348 millions d'euros).

L'Agence française de développement (AFD) assure le rôle de chef de file d'une initiative Team Europe dans le secteur de l'eau au Maroc, réunissant quatre institutions autour d'un cadre commun. Le financement se répartit comme suit : AFD (100 M€, prêt concessionnel), KfW (100 M€, prêt concessionnel), CDP - Cassa Depositi e Prestiti (100 M€, prêt concessionnel) et l'Union européenne (48 M€ de subvention déléguée à l'AFD).

Le programme vise les objectifs suivants :

- améliorer la connaissance et le suivi des ressources hydriques face au changement climatique ;
- renforcer l'anticipation et la gestion des phénomènes extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations ;
- préserver la qualité des ressources en eau et la biodiversité ;
- améliorer la préservation des ressources en eau souterraines.

Un volet d'assistance technique est également prévu.

PARTENARIAT ONEE/ BANQUE EUROPEENNE

Après avoir renforcé son partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2025 afin d'appuyer son Plan d'équipement 2025-2030, l'ONEE construit avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) un nouveau programme de financement de 250 millions d'euros (environ 2,8 milliards de dirhams).

Ce programme vise à améliorer la performance technique des installations existantes de production d'eau potable, tout en intégrant des standards renforcés en matière d'efficacité énergétique.

PARTENARIAT GIZ / MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME ET ACTEURS TERRITORIAUX DE TANGER ET MARRAKECH

Dans le cadre du projet « Économie circulaire de l'eau en milieu urbain », les visions stratégiques Tanger 2050 et Marrakech 2050 ont été adoptées par les conseils communaux en mai 2026.

Ce projet est mis en œuvre par la GIZ Maroc, en partenariat avec le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, ainsi qu'avec les principaux acteurs territoriaux de Tanger et de Marrakech, notamment les wilayas, les communes, les agences urbaines, les agences des bassins hydrauliques, les Sociétés régionales multiservices, Amendis, l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), ainsi que les organisations de la société civile.

Ces documents constituent des feuilles de route visant à renforcer la résilience des métropoles face au stress hydrique, à la pression urbaine et aux vulnérabilités climatiques. Ils articulent les enjeux liés à l'urbanisme, à l'eau, au climat, à la qualité de vie et au développement territorial, en répondant aux problématiques suivantes :

- intégrer l'eau dans la planification territoriale ;
- renforcer la résilience des villes face aux changements climatiques ;
- promouvoir une approche circulaire et intégrée de la gestion de l'eau ;
- renforcer la gouvernance et la coordination entre les acteurs du territoire.

ACTUALITÉS 1ER SEMESTRE 2026 DU SECTEUR DE L'EAU AU MAROC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

ENTRE EXCÈS DE PLUIE ET CHALEUR PRÉCOCE, UN RÉPIT FRAGILE POUR LA RESSOURCE EN EAU

Le premier semestre 2026 a été marqué par de forts contrastes climatiques au Maroc. En février, des pluies intenses ont provoqué des inondations dans le nord du pays, tandis que le bassin du Souss-Massa enregistrait une nette amélioration de ses réserves en eau.

Après plusieurs années de sécheresse, ces précipitations ont permis une amélioration notable de la situation hydrique. Le niveau des barrages est en hausse, offrant, selon les régions, une visibilité de deux à cinq ans pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation.

Le Maroc demeure exposé à une forte variabilité climatique et à des pressions structurelles sur la ressource. Dès le mois de mai, une vague de chaleur précoce s'est installée, avec des températures dépassant les 42 °C et des anomalies atteignant +16 à +18 °C dans certaines régions comme le Gharb et l'intérieur de la Doukkala. Si ces niveaux de température sont devenus fréquents en été, leur apparition aussi tôt dans l'année reste inhabituelle. En juin, les températures se sont modérées au Maroc, contrastant avec les épisodes caniculaires observés en France.

Face à la situation de pénurie d'eau aggravée par les effets du changement climatique, le Maroc poursuit sa stratégie de diversification des ressources en eau : dessalement de l'eau de mer, réutilisation des eaux usées traitées (REUT), renforcement des capacités de stockage et transfert d'eau.

ACTUALITÉS DES PROJETS EN COURS

AUTOROUTE DE L'EAU : LANCEMENT DE LA SECONDE PHASE

La logique globale du système repose sur une chaîne hydraulique progressive Nord → Centre → Sud (Sebou → Bouregreg → Oum Er-Rbia → Tensift), s'appuyant sur les principaux barrages structurants (Sidi Mohammed Ben Abdellah, Al Massira et ceux du bassin du Tensift). Sa mise en œuvre se déroule en phases successives : sécurisation de l'alimentation en eau de Rabat-Casablanca (phase 1), renforcement du centre et des usages agricoles (phase 2), puis extension vers Marrakech et le Sud (phase 3), dans une logique de redistribution interbassins visant à réduire les déséquilibres hydriques territoriaux.

La première phase, reliant le bassin du Sebou, situé dans la région de Kénitra, au bassin du Bouregreg au niveau du barrage Sidi Mohammed Ben Abdellah, près de Rabat-Salé, a été déployée en un temps record de quatre mois **en 2023**. Cette interconnexion a permis de sécuriser l'alimentation en eau potable de la façade atlantique pour environ 12 millions d'habitants, notamment à Rabat, Salé et Casablanca.

La seconde phase de ce grand programme d'interconnexion a été lancée en 2026, avec un démarrage des travaux prévu en fin d'année. Elle consiste à **renforcer le système existant et à prolonger l'axe hydraulique vers le bassin de l'Oum Er-Rbia**, au niveau du barrage Al Massira. Cette phase vise à poursuivre la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Casablanca et à sécuriser également les approvisionnements de Settât et de Berrechid, ainsi que les zones agricoles de la Chaouia et de Béni Mellal.

Une interconnexion est également en cours afin de transférer des excédents du nord (Larache, Chefchaouen) vers le bassin du Sebou (Kénitra-Fès), contribuant ainsi au développement du maillage hydraulique du bassin donateur.

ACTUALITÉS DES PROJETS DE DESSALEMENT/ OSMOSE INVERSE

La capacité annuelle de dessalement est passée de 46 à 420 millions de m³ entre 2021 et aujourd'hui. La mise en service de nouvelles stations ainsi que l'extension de plusieurs installations existantes permettront

d'atteindre une capacité nationale de 1,7 milliard de m³ par an en 2030 et de couvrir 60 % des besoins en eau potable du pays grâce au dessalement.

Quelques projets phares actuellement en cours :

- **L'usine de dessalement de Casablanca**, en service depuis avril 2024, atteindra à terme une capacité de 300 Mm³/an (dont 250 Mm³ pour l'eau potable et 50 Mm³ pour l'irrigation). Une première phase de 200 Mm³/an, entièrement dédiée à l'eau potable, est prévue pour fin 2026.
- **Dans la région de Souss-Massa**, l'extension de la station de Chtouka (à proximité d'Agadir) permettra d'augmenter sa capacité, en la faisant passer de 275 000 m³/jour à 400 000 m³/jour.
- **La construction d'une deuxième station de dessalement à Tiznit** est également à l'étude, avec un lancement des travaux prévu en 2027. D'une capacité de 350 millions de m³ par an, elle vise à sécuriser les périmètres irrigués autour de Taroudant, à développer un nouveau périmètre agricole de 10 000 hectares aux alentours de Tiznit, ainsi qu'à sécuriser l'alimentation en eau potable du nord d'Agadir et d'une partie de la province de Taroudant.
- **Le Grand Marrakech** sera alimenté en eau dessalée à partir de fin juillet grâce à un transfert de plus de 180 km (environ 100 millions de m³ d'eau par an) depuis la station de dessalement du groupe OCP à Safi. Porté par la Société régionale multiservices (SRM) Marrakech-Safi, ce projet est réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le groupe OCP.
- **La station de dessalement de Dakhla**, alimentée exclusivement par énergie éolienne, aura une capacité annuelle de 37 millions de m³. Elle permettra l'irrigation de 5 200 hectares ainsi que l'alimentation en eau potable de Dakhla et de ses alentours.
- **Les travaux d'extension de la station de dessalement de Jorf Lasfar**, dans la région Casablanca-Settat, se poursuivent afin de renforcer l'alimentation en eau industrielle du site minier de Khouribga du groupe OCP (via un pipeline déjà en service) et de contribuer à la sécurisation des besoins en eau potable de la région.
- **Dans la région Casablanca-Settat**, la Société régionale multiservices déploie des unités de traitement par osmose inverse de petite capacité dans les zones rurales, appelées « stations monobloc de déminéralisation ».

PROJETS DE L'ONEE

L'ONEE renforce et sécurise l'alimentation en eau potable des provinces d'Al Hoceima et de Driouch

L'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable a mis en service, le 22 avril, une nouvelle adduction d'eau brute destinée à alimenter la station de traitement d'Al Hoceima à partir du barrage sur l'Oued Ghiss. Cette réalisation permet ainsi de renforcer et de sécuriser l'alimentation en eau potable de plus de 400 000 habitants des provinces d'Al Hoceima et de Driouch.

D'un coût global d'environ 206 millions de dirhams, ce projet est financé par l'ONEE à travers un prêt de la Banque africaine de développement (BAD).

L'ONEE sécurise l'alimentation en eau potable de la ville de M'ritt et des localités avoisinantes

Le 29 avril 2026, l'ONEE a lancé des travaux visant à sécuriser la desserte en eau potable d'environ 65 000 habitants de la ville de M'ritt et des communes avoisinantes de la province de Khénifra.

Le projet consiste en l'extension des stations de pompage et de traitement, la construction d'une unité de déminéralisation, la réalisation d'une connexion entre le barrage Tanafnit et le réservoir de M'ritt, ainsi que l'électrification et la mise en place de la télégestion du système.

D'un coût global d'environ 165 millions de dirhams, financé entièrement par l'ONEE, ce projet structurant s'inscrit dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027.

NEXUS EAU-ÉNERGIE-ALIMENTATION : UNE DÉMARCHE NATIONALE DE PROSPECTIVE À L'HORIZON 2040

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) lance une démarche nationale de prospective à l'horizon 2040, fondée sur l'approche Nexus Eau-Énergie-Alimentation.

Cette démarche opérationnelle décloisonne ces secteurs en réunissant leurs institutions clés afin d'éclairer, grâce à des outils communs et à une méthode rigoureuse, les arbitrages publics à long terme et d'en mesurer les impacts économiques, sociaux et territoriaux.

ÉVÉNEMENTS

SALON INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT « SITEAU », DU 13 AU 15 MAI 2026 A MARRAKECH

Du 13 au 15 mai 2026, Marrakech a accueilli la 9^e édition du Salon international des technologies de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie (SITEAU), organisée au Musée Mohammed VI pour la civilisation de l'eau au Maroc. Organisé en partenariat avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et la Coalition marocaine pour l'eau (COALMA), cet événement a réuni institutions publiques, opérateurs économiques, chercheurs, ONG et jeunes engagés pour échanger autour des enjeux liés à la gestion durable des ressources hydriques. Cette édition a mis l'accent sur le nexus eau-énergie-agriculture-santé, considéré comme un levier de solutions intégrées et durables.

EUROMED - DESALINATION CONGRESS 2026 DU 22 AU 25 JUIN A MARRAKECH

Du 22 au 25 juin 2026, Marrakech a accueilli le congrès international EUROMED – Desalination Congress, consacré aux enjeux du dessalement de l'eau de mer et à la gestion des ressources hydriques. Organisé par la Société européenne de désalinisation (European Desalination Society), cet événement annuel a réuni des experts, chercheurs, institutions et entreprises du secteur.

Le congrès a proposé un programme de conférences et de sessions d'échanges portant sur les évolutions technologiques, les pratiques opérationnelles et les perspectives du dessalement, ainsi que sur ses liens avec les enjeux énergétiques et environnementaux.

2EME EDITION DU SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA GOUVERNANCE INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU (GI-EAU) A CASABLANCA LES 3 ET 4 JUILLET

Cette seconde édition du Symposium international sur la gouvernance intégrée des ressources en eau (GI-EAU), organisée été organisée par la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Aïn Chock de l'Université Hassan II à Casablanca, en partenariat avec BANK OF AFRICA, à travers sa Chaire panafricaine de Durabilité et Finance à Impact.

Le monde académique, les pouvoirs publics, les institutions internationales et les acteurs socio-économiques ont échangé sur les stratégies permettant de renforcer la sécurité hydrique et d'améliorer la résilience des territoires face aux effets du changement climatique.

FORUM EUROMEDITERRANEEN DE L'EAU A ROME- 29/09 AU 02/10/2026.

Le Forum méditerranéen est un événement régional initié par l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) afin de mobiliser la communauté méditerranéenne de l'eau pour échanger sur les solutions développées dans cette région pour une meilleure gestion des ressources en eau dans un contexte de changement climatique. La 6^{ème} édition se tiendra à Rome à la Nuvola sur invitation des autorités nationales italiennes du 29/09 au 02/10/2026.

Les principales thématiques abordées seront :

- Water Scarcity and Non-Conventional Water Resources

- Water Footprint in Business and the “Value of Water”
- The New European Water Vision
- Blue Finance and Blue Investments for Water
- Water-Energy-Food-Ecosystems Nexus
- Beyond Source2Sea Approach
- Extreme Events, and Climate Change: Prevention and Management
- One Health, One Water
- Water Governance: Cities, Basin Authorities and Stakeholders Commitment
- A New Tech Blue Hope – Digital and AI: Water Innovation
- Hydrodiplomacy: Advancing the Right to Water for Peace and Stability

Pour en savoir plus : <https://ime-eau.org/fr/actualites/6eme-forum-mediterraneen-de-leaforum-euro-mediterraneen-rome-2026><https://www.euromedwaterforum.it/>

RESSOURCES - PUBLICATIONS

GOVERNANCE DE L’EAU AU MAROC : CHANGEMENTS DE PARADIGMES POUR UNE TRANSITION VERTE ET INCLUSIVE



Ce rapport est publié dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur de l'économie verte (PAGE), une initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

Il examine la gouvernance des eaux intérieures et littorales au Maroc afin de proposer des pistes d'amélioration pour atteindre une gestion intégrée et durable des ressources en eau dans le respect du cycle de l'eau et de l'unicité de la ressource. Il porte en premier lieu sur le Maroc avec un benchmark comparatif pour la Tunisie, le Sénégal et la France.

Consultez la publication : [LIEN](#)

TOWARDS SUSTAINABLE DESALINATION IN THE MEDITERRANEAN: INTEGRATING ENVIRONMENTAL, ECONOMICS AND SOCIAL PERSPECTIVES



Face à la raréfaction de l'eau en Méditerranée, le dessalement s'impose comme une solution clé, mais soulève des enjeux environnementaux, économiques et sociaux. Cette publication du Plan Bleu propose une analyse approfondie du secteur et met en lumière ses impacts, notamment sur les écosystèmes marins.

S'appuyant sur des expertises des deux rives, elle formule des recommandations adaptées et valorise des approches innovantes pour renforcer la durabilité et la résilience. Aligné avec les Objectifs de développement durable et les cadres régionaux, ce rapport vise à éclairer les politiques publiques et accompagner la transition du secteur face au changement climatique.

Consultez la publication : [LIEN](#)

REDUCTION DU GASPILLAGE DE L'EAU ET REGULATION DE SON MESUSAGE : DEUX IMPERATIFS DE LA LUTTE CONTRE LE STRESS HYDRIQUE AU MAROC



Ce Policy Brief analyse les enjeux liés au gaspillage et au mésusage de l'eau au Maroc, deux défis majeurs dans la lutte contre le stress hydrique. Il dresse un état des lieux de la consommation des ressources en eau, dont 88 % sont mobilisées par l'agriculture, et distingue les notions de gaspillage et de mésusage.

L'étude examine les causes et les solutions possibles, en mettant l'accent sur deux leviers prioritaires : l'évolution du système de tarification de l'eau afin d'encourager une consommation responsable tout en protégeant les publics vulnérables, ainsi que le développement du traitement et de la réutilisation des eaux usées.

Consultez la publication: [LIEN](#)

AN INVESTMENT PATHWAY FOR SCALING UP WASTEWATER REUSE IN MOROCCAN AGRICULTURE - AGRICULTURAL SUPPLY FROM EXISTING PLANTS AT REASONABLE INCREMENTAL COST



Cette étude, coordonnée par Resilient Water Accelerator, propose une analyse intégrée du potentiel de réutilisation des eaux usées traitées au Maroc, en retraçant leur parcours depuis les stations d'épuration jusqu'aux exploitations agricoles.

Elle met en évidence que, en dehors des grands systèmes côtiers, des volumes significatifs peuvent être mobilisés à court terme et mis aux normes d'irrigation à des coûts compétitifs, souvent comparables à ceux de l'irrigation conventionnelle.

L'étude souligne toutefois que les principaux freins ne sont pas d'ordre technique, mais plutôt institutionnel et organisationnel : l'absence d'un acteur clairement responsable de l'acheminement de l'eau et de la garantie de sa qualité limite aujourd'hui le passage à l'échelle.

Elle conclut ainsi que le développement de la réutilisation repose avant tout sur la mise en place de modèles de service intégrés et fiables, plutôt que sur le seul renforcement des capacités de traitement.

Consultez la publication : [LIEN](#)

Faites vivre le réseau Maroc !

Le pS-Eau remercie les contributeurs et contributrices à cette lettre !

N'hésitez pas à nous faire part de toutes informations susceptibles d'intéresser les membres du réseau !

Contact : Mélodie Boissel : melodie.boissel@pseau.org

Consultez la page du réseau Maroc du pS-Eau : <https://www.pseau.org/pays/maroc/>

Les activités du pS-Eau sont soutenues par :

